



PROJET NATIONAL DE MUTATION DES CONTRÔLEURS AU 01/09/2017 COMMUNIQUÉ DES ÉLUS NATIONAUX B

Vacances d'emplois, suppressions de postes, remise en cause du droit des personnels à être défendus : les élu-es de la CAPN B de la CGT Finances Publiques condamnent les choix de l'administration !

Le projet de mouvement de mutation au 01/09/2017 de catégorie B vient de paraître.

Il fait ressortir un déficit de plus de 988 agent.es B dans le réseau DGFIP (rappel : 756 en 2016) :

- 872 agent.es administratifs et -116 agent.es informatiques.

De plus, ce projet de mutations publié par l'administration le 04/05/2017 laisse apparaître :

- ▶ 32 affectations d'office,
- ▶ 65 demandes de rapprochements non satisfaites,
- ▶ 15 affectations sur des RAN dérogatoires (vacances d'emplois > à 30 % des effectifs).

Plus que jamais, la direction générale gère la pénurie !

Avec encore 477 emplois B supprimés en 2017, la situation est loin d'être aussi idyllique que la direction générale voudrait le laisser paraître ! Le recrutement reste minimal au regard de la situation dans les services puisque les 987 vacances d'emplois B s'ajoutent aux plus de 35 000 postes supprimés depuis 2002. Les fermetures de services, fusions des SIP, fusion des SIE, regroupement de SPF, transfert de missions et autres fusions de RAN s'enchainent alors que se profilent déjà les conséquences de la retenue à la source.

Comme dans l'ensemble de la Fonction Publique, c'est la casse de la DGFIP qui est toujours à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés, le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement et l'accès au service public est remis en cause.

Comme si cela ne suffisait pas, le Directeur Général a décidé unilatéralement une réduction drastique du temps de préparation alloué aux élu.es nationaux pour la CAPN de mutations, limitant ainsi les possibilités pour les personnels à être défendus pendant la CAPN.

Cet acte est une volonté délibérée de saborder le dialogue social. Les organisations syndicales n'ont plus les moyens de défendre les agent.es et donc d'exercer correctement leur mandat. C'est la porte ouverte à la déréglementation totale de la gestion des carrières de nos collègues.

L'Administration prouve encore une fois son mépris envers les agent.es qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous-effectif permanent.

LES ÉLU-ES DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES INSISTENT SUR L'URGENCE DE LA SITUATION ET EXIGENT :

- ▶ **L'arrêt des suppressions d'emplois et restructurations.**
- ▶ **La création de postes à hauteur des besoins des services (20000 postes représenteraient environ 11 milliards d'€, à comparer aux 80 milliards de fraude fiscale).**
- ▶ **Le comblement de chaque vacance d'emploi dès lors qu'il existe une demande de mutation non satisfaite pour cet emploi.**
- ▶ **L'appel systématique des listes complémentaires de tous les concours.**

Montreuil 11/05/2017

Syndicat national

CGT Finances Publiques

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63